



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Service public de l'eau et de l'assainissement

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Henri de VERBIZIER, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Joël VERA.

Service public de l'eau et de l'assainissement - Économies d'eau - Opération AQUAMETRO - Convention de partenariat 2018 avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC) - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) Montpellier œuvre depuis 2007 sur son territoire d'action pour mettre en place des actions de sensibilisation, de conseils et d'accompagnement sur les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Un appel à projets de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse lancé en 2015 a été une opportunité de proposer un programme plus complet sur le volet « économie d'eau ».

Ce programme, baptisé **Aquamétro**, était inscrit au Contrat de Métropole et à sa convention d'application pour la "gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques" signé le 28 janvier 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

A la suite de l'avis favorable du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau, il a été approuvé, en Conseil du 30 juin 2016, par délibération n°13946, les modalités du partenariat avec l'ALEC pour l'année 2016, au travers de la signature d'une convention. Ce partenariat a été reconduit le 25 janvier 2017 par délibération n°14445.

Il convient désormais d'approuver pour la troisième année ce partenariat qui comporte plusieurs actions :

- Les actions - Consommations d'eau du patrimoine communal et métropolitain - Base de données des consommations d'eau dans les communes de Montpellier Méditerranée Métropole visent à identifier et analyser les consommations en eau des équipements communaux et métropolitains, à bâtir un plan d'actions avec les communes et Montpellier Méditerranée Métropole, à accompagner les services dans la mise en œuvre et à suivre les consommations pour analyser l'efficacité des actions.

Cela comprend l'analyse des consommations des bâtiments et des espaces verts, la création d'une base de données et d'indicateurs, la comparaison à des indicateurs nationaux et locaux élaborés grâce à cette base de données et la définition d'un plan d'actions par commune. Il est nécessaire de poursuivre cette action d'analyse et de suivi des consommations pour aller jusqu'à la mise en œuvre systématique d'actions correctives ou préventives.

- L'action - Défi des éco'minots. Cette action vise le public scolaire en mettant en œuvre des défis éco-écoles pour travailler sur des comportements économes en énergie et en eau. Une vingtaine d'écoles par an soit 3 000 enfants ont adhéré à ce défi en 2016 et 2017 pour des économies d'eau de l'ordre de 15 à 20%. Cette action permet, outre la sensibilisation des enfants et des personnels éducatifs, de créer du lien et une meilleure dynamique de travail dans les communes avec les agents et les élus.

La poursuite de ce défi permettra de toucher la dizaine de communes non encore participante au défi pour gagner en efficacité sur l'ensemble du territoire de la Métropole. L'ADEME co-finance cette action.

- L'action - Espace Info Eau concerne l'accompagnement du grand public à travers un espace dédié à l'eau qui est le pendant de l'espace Info Energie actuel : conseils, centre de ressources, animations, ateliers pratiques. Cette action se renforce d'un partenariat avec la Régie des Eaux avec des interventions lors de leurs animations, un enrichissement des liens et des sites internet pour améliorer les conseils, trucs et astuces et la création d'un module eau pédagogique.

- L'action - Copr'Eau, cette action permet de travailler avec des copropriétés en les accompagnant pour la mise en œuvre de bilan simplifié de leur consommation en eau, en analysant leur niveau de consommation, en sensibilisant et en distribuant des kits économes et en diffusant largement les retours d'expériences. L'opération d'équipement et de suivi des consommations sur une copropriété, particulièrement efficace et appréciée, sera développée sur 3 copropriétés.

A contrario, l'action de Bilan Eau Simplifié ne remportant que peu de succès, le travail sera orienté vers les bailleurs sociaux

Ces actions concourent à la préservation des masses d'eau utilisées pour l'alimentation en eau de la population. Ainsi, les actions Aquamétro ont été reprises dans leur totalité dans le cadre des actions proposées, pour l'atteinte du bon état quantitatif des eaux au sein des Plans de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) en cours de finalisation du bassin du Lez – Mosson – Etangs Palavasiens, dont l'animation est

faite par le SYBLE et de l'aquifère Molassique de Castries (entité 556B2), dont l'animation est assurée par le Syndicat Garrigues-Campagne et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat 2018 avec l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat de Montpellier (ALEC),
- dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 11, pour un montant de 69 449 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat 2018 avec l'ALEC et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

M. Laurent JAOUL, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-39997-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.